

Cote du document: EB 2017/121/R.17/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 9 b) ii)  
Date: 14 septembre 2017  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

Prêt additionnel à la République de l'Union du Myanmar pour le Projet de promotion des agro-industries dans les États de l'Est

### Note pour les représentants au Conseil d'administration

#### Responsables:

#### Questions techniques:

Omer Zafar  
Chargé de programme de pays  
Division Asie et Pacifique  
téléphone: +39 06 5459 2348  
courriel: o.zafar@ifad.org

#### Transmission des documents:

William Skinner  
Chef de l'Unité  
des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2974  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt et unième session  
Rome, 13-14 septembre 2017

---

Pour: Approbation

## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	4
C. Composantes/résultats	4
III. Mise en œuvre du projet	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	6
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	8
A. Coût du projet	8
B. Financement du projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	11
Appendice	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	11

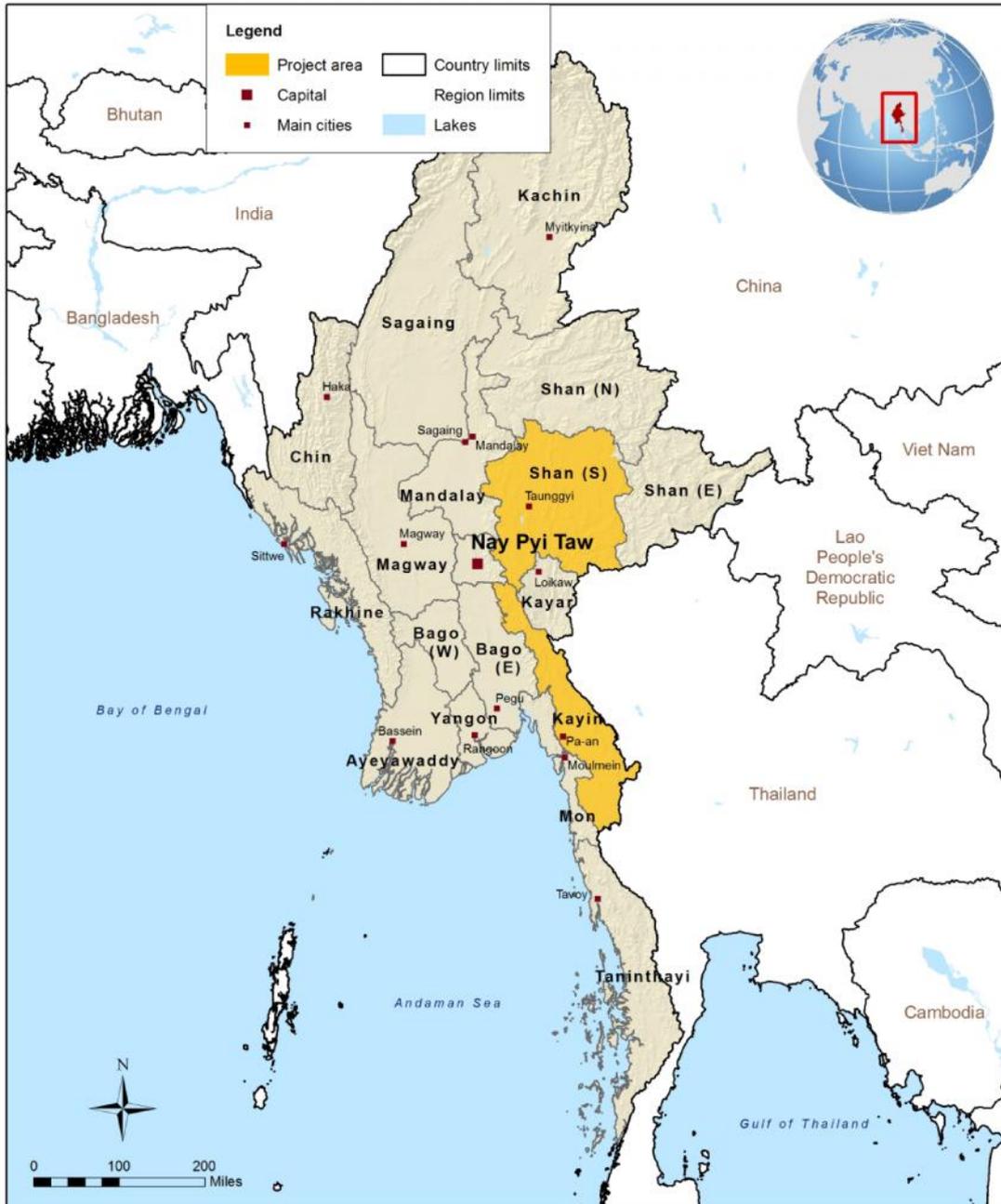
## Sigles et acronymes

BEP	Bureau d'exécution du projet
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
EMP	Examen à mi-parcours
MAEI	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation
SALT	Techniques pour l'exploitation agricole des terres en pente
UGP	Unité de gestion du projet

## Carte de la zone du projet

République de l'Union du Myanmar  
 Projet de promotion des agro-industries dans les États de l'Est

Rapport de conception



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position de FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA 30-10-2014

## République de l'Union du Myanmar

### Projet de promotion des agro-industries dans les États de l'Est

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	Ministère de la planification et des finances
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation
<b>Coût total du projet:</b>	65,2 millions d'USD
<b>Prêt additionnel du FIDA:</b>	20,4 millions de DTS (équivalent à environ 28,9 millions d'USD) – <b>pour approbation</b>
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Particulièrement favorables: délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 0,75% l'an
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	20 millions de DTS (équivalent à environ 27,8 millions d'USD) – <b>approuvé par le Conseil d'administration en avril 2015</b>
<b>Montant du don du FIDA:</b>	1,1 million de DTS (équivalent à environ 1,5 million d'USD) – <b>approuvé par le Conseil d'administration en avril 2015</b>
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	4,9 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	2,0 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation pour approbation conditionnelle

Le Conseil d'administration est invité à donner une approbation conditionnelle à la recommandation relative à la proposition de prêt additionnel en faveur de la République de l'Union du Myanmar pour le Projet de promotion des agro-industries dans les États de l'Est, ainsi que la prolongation de 12 mois, jusqu'au 22 avril 2018, du délai pour la signature de l'accord de financement, figurant au paragraphe 56.

Le prêt additionnel ne sera approuvé qu'à la condition que le Conseil d'administration soit satisfait du compte-rendu oral que la direction lui aura fait à la cent-vingt-deuxième session du Conseil, en décembre 2017, compte rendu dans lequel figureront les derniers renseignements disponibles sur le Projet et sur le contexte national.

Le Président ne signera l'accord de financement que lorsque la condition ci-dessus établie aura été remplie.

## Prêt additionnel à la République de l'Union du Myanmar pour le Projet de promotion des agro-industries dans les États de l'Est

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Après 50 années d'isolement, le Myanmar s'est engagé sur la voie de réformes politiques et économiques exhaustives, qui visent à introduire des éléments de la représentation populaire dans la sphère politique, à favoriser la croissance économique et un développement social inclusif, à améliorer l'environnement commercial, à attirer des investissements étrangers et à réduire la pauvreté.
2. Le Myanmar est le pays le plus étendu de l'Asie du Sud-Est, il est abondamment pourvu en terres et en eau, et jouit de conditions favorables à l'agriculture. En 2016, sa population était estimée à 52,9 millions d'habitants, avec un taux de croissance annuel de 1%. Environ 67% de la population est rurale. Le Myanmar présente une grande diversité ethnique, on y dénombre huit grands groupes et 135 sous-groupes ethniques.
3. Bien qu'il soit riche en ressources, le Myanmar est l'un des pays les plus pauvres d'Asie du Sud-Est. Selon les estimations, un tiers de la population vivait sous le seuil de pauvreté en 2005, une proportion ramenée à un quart en 2010. Le Rapport sur le développement humain 2015 classe le pays au 148e rang sur 188 nations, avec un indice de développement humain de 0,536. En 2015, le PIB du Myanmar s'élevait à 64,9 milliards d'USD, avec un taux de croissance annuel de 6,6%, tandis que le RNB par habitant était estimé à 1 280 USD en 2014.
4. Le secteur agricole constitue le pivot de l'économie. Il contribue à hauteur de 38% au PIB et emploie environ 70% de la population active. Il existe une forte corrélation entre agriculture et pauvreté au Myanmar, avec des taux de pauvreté nettement plus élevés dans les zones rurales. L'incidence de la pauvreté est également plus élevée parmi les groupes ethniques que dans l'ethnie majoritaire.
5. Même si, globalement, le Myanmar est excédentaire en ce qui concerne la production alimentaire, de nombreuses zones rurales souffrent d'une insécurité alimentaire chronique. Des disparités existent entre les États, dans les États et dans les communautés, où l'insécurité alimentaire des ménages et la pauvreté sont

étroitement liées. La pauvreté rurale dépend dans une large mesure de l'absence de ressources. Les ruraux pauvres sont le plus souvent des paysans sans terre, des petits exploitants et des agriculteurs marginaux, qui possèdent généralement moins d'un acre ou pas plus de cinq acres de terre (1 acre correspond à 0,4 hectare). Ils n'ont pas accès à une alimentation nutritive et en quantité suffisante, ni à des produits non alimentaires essentiels. Nombre de pauvres vivent dans des zones de montagne isolées des États de l'Est, essentiellement peuplées par des groupes ethniques. Des décennies de conflit civil ont marginalisé ces États, qui souffrent d'un manque d'investissement en faveur du développement.

## B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

6. Généralités. Mis en œuvre dans deux des États les plus pauvres et les plus reculés (Kayin et Shan) abritant des groupes ethniques, le projet permettra de relancer et de moderniser l'agriculture et l'agroforesterie en faveur des ménages agricoles et forestiers modestes, tout en créant des perspectives d'emploi pour les personnes sans terre, sans emploi et déplacées, les jeunes et les migrants de retour au pays. Le Gouvernement du Myanmar, élu en avril 2016, a défini d'emblée l'investissement dans les États négligés où vivent les groupes ethniques comme son objectif de développement principal, accordant ainsi une priorité élevée au projet. Ce projet renforce la relation du FIDA avec le nouveau gouvernement et place le Fonds en première ligne dans le processus de transformation rurale visant les groupes ethniques marginalisés, dans un contexte post-conflit tourné vers la consolidation de la paix.
7. Financement du projet et déficit de cofinancement inattendu. Le projet a été approuvé par le Conseil d'administration le 22 avril 2015 (EB 2015/114/R.12/Rev.1) et dispose de trois sources principales de financement, pour un total de 65,2 millions d'USD: a) un financement du FIDA à hauteur de 29,1 millions d'USD; b) un cofinancement à hauteur de 29,1 millions d'USD; et c) des ressources nationales à hauteur de 7,0 millions d'USD. Le Gouvernement du Myanmar a approuvé l'ensemble du montage financier. Néanmoins, malgré les efforts menés sur tous les fronts, le cofinancement attendu ne s'est pas matérialisé. Le gouvernement a ensuite tenté d'identifier des sources de cofinancement alternatives, sans succès, et n'a pas été en mesure de signer l'accord de financement séparément suite à l'important déficit de financement. Ainsi, le projet n'a pu entrer en phase opérationnelle. Entre-temps, le FIDA a continué de travailler avec le principal organisme d'exécution pour développer la disponibilité et la capacité d'exécution. Prenant conscience de l'urgence d'agir, le gouvernement a demandé au FIDA, à la fin de l'année 2016, d'apporter un financement additionnel via le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) pour la période 2016-2018, afin de résorber le déficit de financement. Plus de deux années auront été nécessaires, mais grâce à ce financement additionnel, un nouvel accord de financement est prêt à être signé pour l'ensemble du montage financier et l'exécution du projet peut débuter sous les meilleurs auspices, avec l'appui d'une assistance technique solide.
8. La date butoir pour la signature de l'accord de financement initial était le 22 avril 2017. Il est proposé que le Conseil d'administration recule l'échéance pour la signature de l'accord de financement initial en fusionnant l'accord initial (déjà approuvé par le Conseil d'administration) avec le nouvel accord de financement additionnel, de manière à créer un accord de financement unique. Ce nouvel accord de financement, qui couvrira les financements initial et additionnel, a été négocié et paraphé.
9. Justification et alignement. Le bien-fondé du projet, qui s'attache à créer un modèle pour l'agriculture paysanne et l'agroforesterie communautaire dans les États de l'Est, s'inscrit parfaitement dans le cadre de la mission du FIDA, qui

consiste à œuvrer en faveur d'une réduction de la pauvreté, et dans celui de la politique du gouvernement en faveur de la réduction des inégalités économiques et sociales dans les zones rurales. Le projet est conforme au Plan national global de développement, au Cadre de réformes économiques et sociales, au Plan d'action en faveur du développement rural et de la lutte contre la pauvreté, ainsi qu'à la politique d'aide au développement du Myanmar. Plus précisément, la raison d'être du projet comporte quatre dimensions: i) créer un modèle au niveau des États pour la réintégration économique suite au conflit, qui jette les bases d'une paix durable; ii) créer un modèle en faveur de la modernisation de l'agriculture dans les zones dégradées, durable sur le plan écologique; iii) établir des manières d'aider les communautés pauvres dans la transition d'une agriculture de subsistance vers une agriculture à vocation commerciale; et iv) améliorer l'intégration des États de l'est du Myanmar avec les marchés régionaux.

10. Le projet est cohérent avec le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) établi pour le Myanmar pour la période 2014-2018, dont l'objectif est de contribuer à réduire la pauvreté rurale, et plus précisément celle des petits exploitants et des catégories marginalisées, notamment les paysans sans terre et les groupes ethniques. Ce COSOP assigne trois objectifs stratégiques à la mission du FIDA: i) autonomiser les ruraux, femmes et hommes, pour qu'ils accèdent aux ressources agricoles, aux technologies, aux services et aux marchés; ii) créer des entreprises et des perspectives d'emploi pour les ruraux, femmes et hommes; et iii) promouvoir l'autonomisation sociale et économique des groupes marginalisés, en particulier les groupes ethniques. Le projet répond aux trois objectifs stratégiques du COSOP.

## II. Description du projet

### A. Zone d'intervention et groupe cible

11. Le projet sera mis en œuvre dans des zones choisies des États de Kayin et Shan (du Sud) dans la partie orientale du Myanmar. Ces deux États ont connu des décennies de conflit et d'insécurité civile, qui ont entravé leur développement socioéconomique. Dans le cadre des efforts récents en faveur d'une consolidation de la paix, les deux États ont été choisis en vue de promouvoir le développement des agro-industries en raison du bon niveau de sécurité, du contexte politique relativement stable et du potentiel économique dont ils témoignent actuellement.
12. Dans l'État de Kayin, le projet englobe 12 programmes d'irrigation couvrant trois cantons (Hpa-an, Hlain Bwe et Kaukarate) et les communautés forestières du canton de Thandaunggyi dans les montagnes du Nord, pour une superficie totale d'environ 108 000 acres. Dans l'État de Shan, le projet couvre le programme d'irrigation de Ho-Pong et ses bassins versants en amont (cantons de Hopong, Taunggyi et Siseine) ainsi que le projet d'irrigation de Hekke (cantons de Taunggyi et Kyauk Talon Gyi), pour une superficie totale d'environ 79 000 acres.
13. Le groupe cible comprend les ruraux pauvres, femmes et hommes, de la zone du projet, et plus précisément: i) les agriculteurs dans les plaines irriguées possédant des exploitations marginales, petites et moyennes allant de moins d'un acre à un maximum de 10 acres; ii) les agriculteurs dans les plateaux pluviaux possédant des exploitations de type et de taille similaires à celles du précédent groupe; iii) les ménages pratiquant l'agroforesterie dans les zones montagneuses du nord de l'État de Kayin; et iv) les ménages sans terre, qui bénéficieront d'un accès à des possibilités d'emploi comme ouvriers agricoles ou comme travailleurs dans les agro-entreprises. Le projet veillera à ce que les possibilités d'emploi facilitent la réinsertion économique des migrants de retour dans le pays, des anciens combattants et des personnes déplacées.

14. Le projet adoptera une approche de ciblage inclusive, englobant ciblage géographique, autociblage et ciblage direct, et prenant en compte l'intégration sociale et l'égalité entre les sexes. Le projet devrait bénéficier à 62 400 ménages, soit un total de 315 000 ruraux, femmes et hommes.

## B. Objectif de développement du projet

15. Le projet élaborera un modèle inclusif, durable et susceptible d'être reproduit à plus grande échelle, d'agriculture à petite échelle et d'agroforesterie communautaire dans les États de Kayin et Shan (du Sud). Il s'efforcera de promouvoir une agriculture paysanne à vocation commerciale en lien avec les agro-industries, d'améliorer le niveau de vie des communautés forestières, et d'inverser la tendance à la dégradation de l'environnement dans les zones en pente. Il générera des avantages substantiels pour les ménages appartenant aux groupes ethniques Karen, Shan, Paoh, Inn et Mon.
16. Le but du projet est d'améliorer le statut économique des ruraux pauvres, femmes et hommes, dans les zones d'intervention sélectionnées dans les États de Kayin et Shan. Son objectif de développement est d'accroître les revenus des petits exploitants agricoles et des ménages qui pratiquent l'agroforesterie dans ces régions, d'une manière qui soit durable sur le plan écologique.

## C. Composantes/résultats

17. Le projet comprend deux composantes:  
Composante 1: investissements stratégiques (environ 42,6 millions d'USD, soit 65% du coût total du projet). Cette composante financera des investissements stratégiques en faveur de la mise en valeur des terres et de l'agroforesterie communautaire.
18. Sous-composante 1.1: mise en valeur des terres. Le projet contribuera à l'expansion des zones irriguées desservies par des canaux primaires et secondaires, avec des investissements complémentaires pour la mise en valeur des terres identifiés par le biais d'une approche participative. Les objectifs sont d'améliorer les réseaux de drainage, la distribution de l'eau d'irrigation et l'accès aux champs, et de créer des possibilités de diversification des cultures pour répondre aux signaux du marché. Le projet adoptera une approche de planification participative de l'occupation des sols, et introduira le principe du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause. Le projet veillera à renforcer l'autonomisation des agriculteurs et la gestion participative des ressources en eau dans tous les ouvrages d'irrigation.
19. Sous-composante 1.2: agroforesterie communautaire. L'investissement du projet en faveur de l'agroforesterie visera à améliorer les conditions de vie dans les villages forestiers et de montagne, à générer des avantages économiques pour ces communautés et à réduire l'empiétement sur la forêt primaire. Le projet introduira des techniques pour l'exploitation agricole des terres en pente (SALT – sloping agricultural land technologies) en vue de protéger les écosystèmes, d'accroître l'infiltration de l'eau dans le sol et de réduire l'érosion des sols. L'introduction des techniques SALT aura un impact particulièrement positif pour l'environnement, car elles permettront de réduire la sédimentation dans le lac Inle et dans le système de drainage de la vallée de l'Ho-Pong. Les activités en faveur de l'agroforesterie et des communautés de montagne seront définies et mises en œuvre sur la base d'une approche participative et respectueuse des aspects culturels.
20. Composante 2: investissements structurants (environ 15,7 millions d'USD, soit 24% du coût total du projet). Cette composante visera à améliorer l'accès du groupe cible aux savoirs, aux technologies et aux services, et à tirer le meilleur profit des avantages générés par les investissements stratégiques.
21. Sous-composante 2.1: savoirs et technologies. Le projet améliorera l'accès des agriculteurs aux technologies, aux intrants et aux services nécessaires pour

augmenter la productivité des cultures vivrières, fourragères et à forte valeur ajoutée. Il favorisera l'établissement d'une plateforme de vulgarisation pluraliste et participative à l'appui des ménages de petits exploitants. Un réseau de centres de savoir sera créé, en vue de contribuer à la prestation de services aux ménages agricoles et forestiers, grâce à leurs liens avec les institutions publiques et le secteur privé. Ces centres fonctionneront sur la base: d'une approche décentralisée et ascendante; de la diversité des acteurs dans la prestation de services; de la promotion des partenariats public-privé; d'une stratégie clairement axée sur le marché et d'une vision pour le recouvrement des coûts et la durabilité.

22. Sous-composante 2.2: services. Les petits exploitants et les entrepreneurs bénéficieront d'un accès aux marchés ainsi qu'à des produits financiers adaptés et abordables. Les arrangements contractuels entre les agriculteurs et les entreprises agricoles, tels que les systèmes d'agriculture sous contrat ou de sous-traitance, seront encouragés pour les produits qui présentent un avantage comparatif, pour lesquels il existe une demande du marché et qui possèdent un potentiel de croissance. Le projet mettra en place un programme de subventions concurrentiel afin d'attirer des transformateurs dans la zone du projet, ainsi qu'un mécanisme de garantie de crédit afin d'améliorer l'accès des petits exploitants au financement bancaire. Le projet favorisera l'intégration financière grâce à la promotion des groupes d'épargne et de crédit et au renforcement des capacités en matière de finance.
23. Le reste du coût du projet (6,9 millions d'USD, soit 11% du coût total du projet) sera alloué à la gestion du projet au niveau central et à la coordination du projet au niveau des États, telles que décrites ci-dessous.

### III. Mise en œuvre du projet

#### A. Approche

24. Sur la base d'une évaluation institutionnelle, de l'expérience du FIDA dans des contextes similaires et de la stratégie de pays, l'approche adoptée pour la mise en œuvre du projet consiste à: i) intégrer la gestion de projet au sein des structures existantes du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation (MAEI) en organisant la mise en œuvre des activités par le biais de contrats avec des prestataires de services publics et privés, tels que des ministères/départements, des ONG et des sociétés privées; ii) établir des modalités de coordination au niveau des États; iii) renforcer les départements du MAEI au niveau des États et les autres organismes concernés par le développement agricole et rural; et iv) accroître progressivement la responsabilité des départements du MAEI au niveau des États dans la mise en œuvre des activités.

#### B. Cadre organisationnel

25. En qualité d'agent principal du projet, le MAEI sera responsable du projet et devra rendre compte de ses résultats. Le département du MAEI consacré à l'irrigation et à la gestion des eaux sera le département de liaison pour ce projet.
26. Le cadre de gouvernance du projet consistera en: i) un comité national de pilotage du projet, composé de représentants des ministères pertinents au niveau central, qui fournira les directives relatives aux politiques et aux stratégies; et ii) des comités de coordination du projet au niveau des États, constitués de directeurs des départements concernés au niveau des États et des représentants des organisations communautaires, qui superviseront la coordination du projet à l'échelle des États.
27. La structure de gestion du projet sera constituée: i) d'une unité de gestion de projet (UGP) centrale établie au sein du département de l'irrigation et de la gestion des eaux du MAEI et intégrée à sa structure; et ii) et un bureau d'exécution du projet (BEP) dans chaque État concerné par le projet. L'UGP sera chargée de la

gestion du projet, de la gestion fiduciaire, de la planification et de la budgétisation des travaux, du suivi-évaluation ainsi que de l'établissement de rapports sur les progrès réalisés. Un BEP sera établi dans chaque État et intégré au département de l'irrigation et de la gestion des eaux du MAEI au niveau de l'État. Chaque BEP sera chargé de coordonner l'exécution au niveau de l'État, d'assurer le suivi des progrès et d'établir des rapports à ce sujet.

### C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

28. Les plans de travail et budgets annuels (PTBA) et les calendriers d'activité qui compléteront les plans seront les principaux outils de planification du projet. Ils serviront à définir les objectifs et les activités à mettre en œuvre chaque année, à établir les priorités de mise en œuvre, à prévoir les besoins en matière de passation des marchés et à faciliter la mobilisation des ressources humaines et financières. Des PTBA seront préparés au niveau des États selon une approche consultative impliquant les organisations communautaires, les centres de savoir et les parties prenantes, puis consolidés au niveau central. Le processus de planification sera en adéquation avec les procédures nationales de planification, étant donné que le budget du projet sera intégré au budget national.
29. Le système de suivi-évaluation (S&E) est conçu pour offrir des informations complètes et fiables aux fins de la gestion axée sur les résultats. Ce système sera participatif, décentralisé et conforme au Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI). Il comportera trois niveaux: i) suivi des produits, en particulier les intrants physiques et financiers, les activités et les produits; ii) suivi des effets, avec examen de l'utilisation des produits et mesure des avantages au niveau des ménages et des communautés; et iii) appréciation de l'impact du projet sur les groupes cibles. Toutes les données, analyses et rapports du S&E seront ventilés par sexe et par groupe ethnique.
30. Le projet utilisera des enquêtes SYGRI au départ, à mi-parcours et à la fin de l'exécution. Elles constitueront les principaux outils d'enquête quantitatifs. Des enquêtes ad hoc, des études de cas qualitatives et des examens thématiques seront confiés à des institutions indépendantes afin de vérifier les résultats et de tirer des enseignements sur des sujets tels que: la sécurité alimentaire; les systèmes de culture; la résilience au changement climatique; la durabilité des petites et microentreprises; la gestion participative de l'eau; et l'impact sur les revenus. Il sera fait appel à une tierce partie indépendante externe (par exemple, une université nationale ou une ONG) pour l'évaluation périodique de l'impact du projet.
31. Apprentissage et gestion des savoirs. Les expériences opérationnelles du projet donneront naissance à des savoirs précieux, qui seront recueillis par les BEP et l'UGP et utilisés pour générer des enseignements et des bonnes pratiques. Une fois documenté, le modèle de développement agricole des hauts plateaux et des zones de montagne mis en œuvre dans le cadre du projet pourra être reproduit à plus grande échelle dans les États de l'Est. Par l'intermédiaire du portail de gestion des savoirs IFAD Asia, les connaissances et les expériences du projet pourront être partagées avec la communauté plus large des praticiens du développement en Asie.

### D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

32. Les dispositions prises pour la gestion financière du projet garantiront que: i) les fonds sont utilisés aux fins prévues d'une manière efficiente et efficace en matière de coût; ii) le décaissement des fonds permet une mise en œuvre rapide des activités; iii) les fonds sont bien gérés et circulent de manière fluide; iv) les états financiers du projet sont préparés dans le respect des normes comptables reconnues au niveau international; v) un flux vigoureux d'informations fiables sur

les activités du projet favorise la responsabilité, la transparence et la transmission; et vi) les ressources et actifs du projet sont protégés.

33. Les risques fiduciaires étant considérés comme élevés au Myanmar, le projet appliquera un certain nombre de mesures d'atténuation: i) l'installation de logiciels comptables professionnels; ii) le recrutement par voie concurrentielle de personnel qualifié; iii) l'élaboration d'un manuel de gestion financière intégrant les contrôles aux opérations; iv) la délégation de pouvoir aux BEP au niveau des États pour la gestion et le décaissement des ressources du projet, et la confirmation de la délégation de pouvoir à l'UGP; v) la fourniture d'une assistance technique et la mise en place d'une supervision externe; vi) la création d'un cadre de contrôle intégrant des vérifications internes périodiques, des audits externes indépendants et des éléments sociaux; et vii) l'adoption d'un cadre de bonne gouvernance pour assurer la responsabilité et la transparence.
34. Un compte désigné, libellé en dollars des États-Unis sera ouvert afin d'y déposer les fonds octroyés au projet via le prêt du FIDA, ainsi que des comptes d'opérations libellés en kyats du Myanmar. Le projet utilisera la méthode du compte d'avances temporaires pour le compte désigné. Le gouvernement veillera à ce que les fonds de contrepartie figurent dans les dotations nationales destinées au MAEI, au niveau central et au niveau des États, et à ce qu'ils soient débloqués en temps voulu en faveur du projet.
35. L'audit externe sera conduit dans le respect des normes internationales en matière d'audit et des Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Des auditeurs indépendants externes seront nommés en temps voulu. Les rapports d'audit seront présentés au FIDA dans les six mois suivant la clôture de l'exercice financier.
36. L'UGP administrera les passations de marchés réalisées dans le cadre du projet au niveau central et supervisera celles réalisées au niveau des États. Les marchés seront passés conformément aux Directives pour la passation des marchés et au Manuel de passation des marchés du FIDA. Le manuel d'exécution du projet détaillera les besoins et les procédures en matière de passation des marchés. Les méthodes de passation des marchés, les dispositifs d'examen préalable, les estimations des coûts et du calendrier ainsi que les mesures d'atténuation des risques seront définis dans la lettre à l'emprunteur et pris en compte dans le plan de passation de marchés. Une assistance technique sera fournie afin de développer les capacités de passation de marchés de l'UGP et du BEP.

## E. Supervision

37. Le FIDA supervisera directement le projet. Une mission de supervision et d'appui à l'exécution sera conduite chaque année. Le MAEI appuiera ces missions et y participera au niveau central et à l'échelle des États.
38. La supervision sera considérée comme un processus continu exigeant une communication et une collaboration permanentes avec le gouvernement central, les gouvernements des États, l'UGP et les BEP. Elle portera sur trois domaines: i) la conformité avec les normes fiduciaires, axée sur les conditions légales, la gestion financière, les passations de marché et les contrats; ii) la supervision, l'attention étant portée sur la performance, les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs, les activités et les résultats, la planification et la budgétisation, le suivi et l'établissement des rapports, la gouvernance et la gestion, le ciblage et l'égalité des sexes; et iii) l'appui à l'exécution. L'appui à l'exécution intégrera une perspective de programme de pays en introduisant une vision élargie des investissements de développement, en exerçant sur les politiques une influence fondée sur l'expérience opérationnelle, en mettant en place des systèmes et des institutions de lutte contre la pauvreté, en favorisant l'établissement de partenariats en matière de finance et de savoir, et en générant des enseignements et des bonnes pratiques.

39. Un examen à mi-parcours (EMP) sera effectué lors de la troisième année du projet, afin d'évaluer les progrès accomplis, les résultats obtenus, les difficultés rencontrées, les premiers effets et la pérennité probable des activités, et de formuler des recommandations et procéder aux ajustements nécessaires pour la période d'exécution restante. Cet examen sera mené conjointement par le gouvernement, l'UCP, les BEP et le FIDA. Au terme du projet, un rapport d'achèvement de projet sera préparé par le gouvernement, avec l'aide du FIDA.

#### IV. Coût, financement et avantages du projet

##### A. Coût du projet

40. On estime à 65,2 millions d'USD le montant total de l'investissement et des coûts récurrents du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, au cours des six années de la période d'exécution. Le taux de change a été fixé à 1 000 kyats pour 1 USD (taux moyen en vigueur au moment de la conception finale du projet), avec un taux de change constant pour la parité des pouvoirs d'achat.

##### B. Financement du projet

41. Le projet sera financé au moyen des ressources suivantes: un prêt du FIDA accordé à des conditions particulièrement favorables d'environ 56,7 millions d'USD (soit 87% du coût total); un don du FIDA d'environ 1,5 million d'USD (soit 2%); une contribution du Gouvernement du Myanmar estimée à 4,9 millions d'USD (soit 8%) qui couvrira notamment une partie des travaux de mise en valeur des terres et les salaires des fonctionnaires intervenant dans l'exécution du projet; et les contributions des bénéficiaires, estimées à 2 millions d'USD (soit 3%).

Tableau 1

**Coût du projet par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

	<i>Gouvernement</i>	<i>Prêts du FIDA</i>	<i>Don du FIDA</i>	<i>Bénéficiaires</i>	<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
<b>A. Investissements stratégiques</b>						
1. Mise en valeur des terres	4 257,4	32 399,2	-	-	36 656,6	56,3
2. Agroforesterie communautaire	65,4	4 525,7	-	1 243,2	5 834,3	9,0
<b>Sous-total</b>	<b>4 322,8</b>	<b>36 924,9</b>	<b>-</b>	<b>1 243,2</b>	<b>42 490,9</b>	<b>65,2</b>
<b>B. Investissements structurants</b>						
1. Savoirs et technologies	103,0	4 079,2	251,7	211,9	4 645,8	7,1
2. Services	53,7	10 352,2	95,0	566,4	11 067,3	17,0
<b>Sous-total</b>	<b>156,7</b>	<b>14 431,4</b>	<b>346,7</b>	<b>778,3</b>	<b>15 713,1</b>	<b>24,1</b>
<b>C. Gestion du projet</b>	<b>424,5</b>	<b>5 376,1</b>	<b>1 154,4</b>	<b>-</b>	<b>6 955,0</b>	<b>10,7</b>
<b>Total</b>	<b>4 904,0</b>	<b>56 732,4</b>	<b>1 501,2</b>	<b>2 021,5</b>	<b>65 159,1</b>	<b>100,0</b>

Tableau 2

**Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

	Gouvernement		Prêts du FIDA		Don du FIDA		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>I. Dépenses d'investissement</b>										
A. Travaux de génie civil	4 257,4	10,9	34 869,2	89,1	-	-	-	-	39 126,6	60,0
B. Véhicules	0,0	-	1 009,7	100,0	-	-	-	-	1 009,7	1,5
C. Équipement	0,0	-	1 778,6	100,0	-	-	-	-	1 778,6	2,7
D. Assistance technique	0,0	-	3 025,6	73,6	1 075,8	26,2	11,0	0,3	4 112,4	6,3
E. Études, formation et services locaux	118,2	2,3	3 800,1	74,4	425,4	8,3	767,3	15,0	5 110,9	7,8
F. Mécanisme de garantie de crédit	-	-	2 978,3	100,0	-	-	-	-	2 978,3	4,6
G. Produits agricoles et autres	65,4	5,0	10,4	0,8	-	-	1 243,2	94,3	1 319,0	2,0
H. Dons de contrepartie	-	-	5 155,5	100,0	-	-	-	-	5 155,5	7,9
<b>Total dépenses d'investissement</b>	<b>4 441,0</b>	<b>7,3</b>	<b>52 627,3</b>	<b>86,9</b>	<b>1 501,2</b>	<b>2,5</b>	<b>2 021,5</b>	<b>3,3</b>	<b>60 591,0</b>	<b>93,0</b>
<b>II. Charges récurrentes</b>										
A. Salaires du personnel contractuel de projet	45,6	1,7	2 600,5	98,3	-	-	-	-	2 646,1	4,1
B. Indemnités du personnel contractuel de projet	-	-	630,9	100,0	-	-	-	-	630,9	1,0
C. Autres dépenses opérationnelles	219,6	28,8	543,1	71,2	-	-	-	-	762,7	1,2
<b>Total charges récurrentes</b>	<b>463,0</b>	<b>10,1</b>	<b>4 105,1</b>	<b>89,9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 568,1</b>	<b>7,0</b>
	<b>4 904,0</b>	<b>7,5</b>	<b>56 732,4</b>	<b>87,1</b>	<b>1 501,2</b>	<b>2,3</b>	<b>2 021,5</b>	<b>3,1</b>	<b>65 159,1</b>	<b>100,0</b>

## C. Résumé des avantages et analyse économique

42. Le projet aura un impact direct sur une superficie d'environ 187 000 acres, dont 58 000 acres de terres irriguées, 104 000 acres de hauts plateaux pluviaux, et 25 000 acres de forêts. Le projet générera des avantages économiques et sociaux dont bénéficieront 62 400 ménages, soit environ 315 000 ruraux, femmes et hommes. Selon les prévisions, l'accroissement de la production agricole dans la zone du projet entre 2017 et 2023 aura une valeur d'environ 38,2 millions d'USD, sur la base des prix à l'exploitation. La superficie cultivée devrait croître de 21%, et le taux d'exploitation de 22%. Le rendement net par acre augmentera de 64%, tandis que le revenu net par ménage augmentera de 100%.
43. Le taux de rentabilité financière interne du projet est estimé à 15,1%. Son taux de rentabilité économique interne est estimé à 13,4%.

## D. Durabilité

44. La durabilité des investissements du projet sera favorisée par les facteurs suivants: a) l'accès aux savoirs: les centres de savoir seront des installations à faible coût qui pourront fonctionner sur une base de recouvrement des coûts, et prendre à moyen terme la forme d'un partenariat public-privé; b) l'accès aux marchés: le renforcement des filières, l'agriculture contractuelle et les systèmes de sous-traitance garantiront aux petits exploitants un accès aux marchés, accès qui pourra être soutenu par les relations commerciales sous-jacentes; c) l'accès à l'eau: l'amélioration des systèmes d'irrigation et de drainage associée à une gestion participative de l'eau permettront d'améliorer la distribution de l'eau, ainsi que les opérations d'exploitation et d'entretien; d) l'accès au financement: des activités en faveur de l'intégration financière viseront à établir, à terme, des liens entre les petits exploitants et les ménages qui pratiquent l'agroforesterie et le secteur financier officiel; et e) les services de vulgarisation: le recours à des agents de vulgarisation du MAEI, formés par le projet, garantira la continuité de la fourniture de ces services.
45. La stratégie de retrait du projet consiste à: renforcer les institutions publiques au niveau central et au niveau des États; s'appuyer sur un éventail de prestataires de services institutionnels pour la mise en œuvre des activités; favoriser des liens commerciaux rentables entre les producteurs et les marchés; et améliorer les capacités des ruraux pauvres, femmes et hommes.

## E. Identification et atténuation des risques

46. Les principaux risques identifiés concernent les domaines suivants: i) l'insécurité foncière; ii) l'ingérence politique dans la gestion du projet; iii) la faiblesse de la capacité de gouvernance; et iv) le risque fiduciaire. Ces risques sont atténués au moyen d'un ensemble de garanties négociées avec le gouvernement, de la décentralisation au niveau des États, de la participation à la planification et à la mise en œuvre, de procédures solides de respect des normes fiduciaires, du renforcement des capacités des institutions compétentes au niveau des États, et d'un soutien intensif à la supervision et à la mise en œuvre de la part du FIDA.

## V. Considérations d'ordre institutionnel

### A. Respect des politiques du FIDA

47. Le Projet de promotion des agro-industries dans les États de l'Est est conforme à toutes les politiques pertinentes du FIDA, en particulier: i) sa stratégie en matière de ciblage est conforme à l'approche du FIDA dans ce domaine dans la mesure où elle se concentre sur les ruraux pauvres, femmes et hommes, économiquement actifs; ii) ses investissements en faveur de la croissance économique en milieu rural sont conformes à la Politique du FIDA en matière de finance rurale, qui met l'accent sur la promotion de systèmes financiers inclusifs; iii) s'agissant de la mise en valeur des terres, son approche participative est conforme au principe de consentement

préalable, donné librement et en connaissance de cause et au principe de développement à l'initiative des communautés énoncés dans la Politique du FIDA relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière et la Politique du FIDA relative à l'engagement aux côtés des peuples autochtones; iv) sa stratégie évolutive d'intégration des questions de parité est en conformité avec la Politique du FIDA en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes; v) l'accent mis sur la promotion des partenariats public-privé pour le développement du secteur privé et sur la concertation sur les politiques est conforme à la Stratégie du FIDA en matière de partenariat; et vi) ses procédures d'évaluation de l'impact sur l'environnement des investissements dans les infrastructures sont conformes à la Stratégie du FIDA concernant le changement climatique en faveur de mesures d'adaptation et d'atténuation appropriées.

## B. Alignement et harmonisation

48. Le bien-fondé du projet s'inscrit parfaitement dans le cadre de la mission du FIDA, qui consiste à œuvrer en faveur d'une réduction de la pauvreté, et dans celui de la politique du gouvernement en faveur de la réduction des inégalités économiques et sociales dans les zones rurales. Il est conforme à la politique d'aide au développement du Myanmar, au Plan national global de développement du Myanmar, au Cadre de réformes économiques et sociales ainsi qu'au Plan d'action en faveur du développement rural et de la lutte contre la pauvreté. En outre, il est étroitement coordonné avec les investissements que les partenaires de développement commencent à effectuer dans le secteur agricole, notamment la Banque mondiale et le Fonds d'affectation spéciale Modes de subsistance et sécurité alimentaire, un fonds d'affectation spéciale multidonateur.

## C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

49. Le projet constitue le premier investissement du genre dans des États où vivent principalement des groupes ethniques. Il introduit plusieurs innovations dans son modèle de développement durable de l'agriculture dans les zones montagneuses et collinaires des États de l'est du Myanmar. Dans le contexte du pays, les éléments clés d'innovation du projet sont les suivants: i) l'introduction d'une approche participative du développement; ii) la fourniture ciblée de technologies et de services; iii) la promotion de pratiques et de technologies agricoles intelligentes face au climat; iv) la diversification des moyens de subsistance, avec la possibilité de générer davantage de valeur ajoutée; v) la promotion des petites et microentreprises gérées par de petits exploitants; et vi) l'appui à des produits et des services de finance rurale adaptés.
50. Le projet est perçu par le gouvernement comme un modèle à reproduire à plus grande échelle dans les hauts plateaux et les zones de montagne du Myanmar. Le projet adopte, dans la mesure du possible, une approche modulaire. Un ensemble standard d'investissements est conçu pour offrir des possibilités d'expansion, de reproduction, d'adaptation et de pérennisation des investissements couronnés de succès. Au moyen de ses outils d'investissement et de son soutien prospectif à l'action des pouvoirs publics, le projet créera les voies, les moteurs et les espaces propices à une reproduction à plus grande échelle.

## D. Participation à l'élaboration des politiques

51. La participation à l'élaboration des politiques se fera en deux temps. Premièrement, le projet contribuera à l'analyse des questions relatives aux politiques soulevées lors de l'exécution. Il favorisera également des alliances entre les parties prenantes pour faire naître des propositions, renforcer les capacités en matière d'élaboration des politiques et promouvoir des actions de sensibilisation au sein des processus nationaux. Plus précisément, on attend de ce projet qu'il fournisse des conseils stratégiques fondés sur des faits s'agissant du développement agricole et rural des régions de montagne, en particulier à l'égard des États où vivent les ethnies. Le projet appuiera également la concertation sur les technologies, les outils

d'apprentissage et les services financiers à l'appui des ménages de paysans pauvres et sans terre.

52. Deuxièmement, le projet renforcera la participation directe du FIDA à l'élaboration des politiques avec le gouvernement et les partenaires en canalisant les expériences opérationnelles de lutte contre la pauvreté vers des débats appropriés en matière de politiques et de stratégie, au moyen de plateformes telles que les groupes de travail sectoriels. Ces expériences donneront des occasions uniques pour identifier les lacunes et formuler des recommandations stratégiques sur les questions concernant les populations rurales pauvres, et pour créer la base de connaissances nécessaire afin d'éclairer les discussions sur les politiques à mener.

## VI. Instruments et pouvoirs juridiques

53. Un accord de financement entre la République de l'Union du Myanmar et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
54. La République de l'Union du Myanmar est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
55. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## VII. Recommandation

56. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Union du Myanmar un prêt additionnel à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à vingt millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (20 400 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE: que le Conseil d'administration approuvera une prorogation de 12 mois, jusqu'au 22 avril 2018, du délai pour la signature de l'accord de financement couvrant le montant intégral du financement du projet.

Le Président  
Gilbert F. Hougbo

# Negotiated financing agreement: "Eastern States Agribusiness Project"

(Negotiations concluded on 31 August 2017)

Loan Number: \_\_\_\_\_

Grant Number: \_\_\_\_\_

Project Title: Eastern States Agribusiness Project (the "Project")

The Republic of the Union of Myanmar (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

## Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. IFAD's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009 and amended as of April 2014 (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a loan (the "Loan") and a grant (the "Grant") to the Borrower/Recipient, (collectively the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

## Section B

1. (a) The amount of the Loan is forty million and four hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 40 400 000).

(b) The amount of the Grant is one million and one hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 1 100 000).

2. The Loan is granted on Highly Concessional Terms as defined in the Policies and Criteria for IFAD Financing dated 14 February 2013.

3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States dollar (USD).

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 April.

5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 February and 15 August.

6. There shall be a Designated Account denominated in USD opened and maintained by the Borrower/Recipient to receive the Loan proceeds (the "Designated Account").

7. The Borrower/Recipient shall provide counterpart contribution for the Project, equivalent to approximately four million and nine hundred thousand United States dollars (USD 4 900 000), covering the cost of, inter alia, part of land development works and all of Government personnel salaries associated with the implementation of the Project.

#### Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture, Livestock and Irrigation (the "MoALI"). The Focal Department will be the Irrigation and Water Utilization Management Department (the "IWUMD") of the MoALI.

2. A Project Management Unit (the "PMU") will be established within the IWUMD in Nay Pyi Taw and will be integrated with the IWUMD structures. A Project Implementation Office (the "PIO") shall be established in each of the Project states.

3. Additional Project Parties shall include, inter alia, the implementing entities referred to in Schedule 1 hereto.

4. The Lead Project Agency shall enter into an agreement with the United Nations Office for Project Services (UNOPS) Myanmar to execute the grant on its behalf, subject to satisfactory negotiations between the two parties.

5. The Project Completion Date shall be six years from the date of entry into force of this Agreement.

#### Section D

The Financing shall be administered and the Project supervised by the Fund. A mid-term review shall be carried out jointly by the Fund and the Borrower/Recipient in accordance with Section 8.03 of the General Conditions.

#### Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

(a) The Project Implementation Manual (the "PIM") referred to in Schedule 1 hereto, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

(b) Any competent authority has taken action without the prior consent of the Fund for institutional changes to the National Project Steering Committee (the "NPSC") and/or the State Project Coordination Committees (the "SPCCs") and/or the state-level PIOs, referred to respectively in Schedule 1 hereto, and the Fund has determined that any such change has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

2. The following is designated as an additional general condition precedent to withdrawal from the Loan account:

The Project Director and Finance Officer, both acceptable to the Fund, shall have been selected by MoALI from the IWUMD and assigned for the Project.

3. In accordance with Section 13.01 of the General Conditions this Agreement shall enter into force upon signature by both Parties.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister for Planning and Finance  
Ministry of Planning and Finance  
Building No. 26  
Nay Pyi Taw  
Republic of the Union of Myanmar

For the Fund:

President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono, 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement has been made in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

REPUBLIC OF THE UNION OF MYANMAR

---

[Authorized Representative]

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

---

Gilbert F. Houngbo  
President

## Schedule 1

### Project Description and Implementation Arrangements

#### I. Project Description

1. Target Population. The Project's Target Population consists of poor rural women and men in selected areas of Kayin and Shan (South) States (the "Project Area"). Specifically, it includes: (i) farmers in irrigated lowlands with medium, small and marginal landholdings ranging from less than one (1) acre to up to ten (10) acres each; (ii) farmers in the rainfed uplands with medium, small and marginal landholdings ranging from less than one (1) acre to up to ten (10) acres each; (iii) agro-forestry households in mountainous areas of northern Kayin; and (iv) landless households that have access to job opportunities as agricultural labourers or as workers in agribusinesses. The Project shall ensure that employment opportunities facilitate the economic reintegration of returning migrants, ex-combatants and displaced people.

2. Goal. The goal of the Project is to improve the economic status of poor rural women and men in the Project Area.

3. Objective. The objective of the Project is to increase the incomes of smallholder and agroforestry households in the Project Area in an environmentally sustainable manner.

4. Components. The Project shall consist of the following two (2) Components.

##### 4.1. Component 1: Strategic Investments

This Component shall finance strategic investments in land development and community agroforestry.

Sub-component 1.1: Land Development. The Project shall contribute to the expansion of irrigated areas served by primary and secondary canals, with complementary investments in land development identified through a participatory approach. The objectives are to improve the drainage networks, irrigation water delivery and field access, and to create opportunities for crop diversification in response to market signals.

Sub-component 1.2: Community Agroforestry. Project investment in agroforestry aims to improve living conditions and generate economic benefits in forest and upland villages. Agroforestry activities funded by the Project shall protect ecosystems, reduce encroachment on primary forest, increase soil water infiltration and reduce soil erosion. Sloping upland and agroforestry activities shall be defined and implemented on the basis of a participatory and culturally sensitive approach.

##### 4.2. Component 2: Enabling Investments

This Component shall improve target group access to services and markets, and maximise the benefits generated from the strategic investments.

Sub-component 2.1: Knowledge and Technology. The Project shall improve farmer access to the technologies, inputs and services necessary for improving productivity of staple crops, fodder crops and high value crops. A network of Knowledge Centres (the "KCs") shall be established to broker service delivery to

farming and forest households through linkages with public institutions and the private sector.

Sub-component 2.2: Agribusiness Development and Financing. Smallholders and entrepreneurs shall be provided with access to markets and to adapted and affordable financial products. Contractual arrangements between farmers and agribusinesses, such as contract farming or outgrower schemes, shall be promoted for profitable commodities. A competitive grant scheme shall attract processors to the Project Area, and a credit guarantee mechanism shall improve smallholder access to bank financing. Financial inclusion shall be promoted by fostering savings and credit groups and by providing financial literacy training to rural households.

## II. Implementation Arrangements

### A. Organization and Management

5. Lead Project Agency. The MoALI, in its capacity as the Lead Project Agency, shall have the overall responsibility for the Project's implementation. The Irrigation and Water Utilisation Management Department (IWUMD) will be the focal department of the Project.

6. Governance. The Project's governance framework shall consist of the NPSC and a SPCC in each Project state. The Project's management and coordination framework shall consist of the central PMU within the Irrigation and Water Utilization Management Department (IWUMD), and a PIO in each Project state.

7. NPSC. The NPSC shall be chaired by the MoALI Deputy Minister. Its membership shall include senior representatives of the MoALI Office of the Minister, relevant MoALI departments, and representatives of MoPF and MoNREC. Representatives of the state-level MoALI shall be represented in the NPSC to the extent feasible. The Committee shall convene in Nay Pyi Taw. Its responsibilities shall be to provide strategic and policy guidance, oversee implementation, approve annual work plans and budgets, oversee external audit, and endorse consultants' selection.

8. SPCCs. A SPCC shall be constituted in each state. It shall be chaired by the respective State Minister of MoALI. Members shall include representatives from the Office of the Chief Minister, Home Affairs, relevant state-level Ministries and MoALI departments, and community organizations. At state level, its responsibilities shall be to provide guidance, oversee implementation, approve annual work plans and budgets, endorse consultants' selection, review progress reports, and ensure coordination. The SPCCs shall convene in Hpa-An (Kayin) and Taunggyi (Shan) respectively as required.

9. Management. The Project's management structure shall consist of (i) a central level Project Management Unit (PMU), located in Naypyidaw; and (ii) a Project Implementation Office (PIO) in each Project state.

10. PMU. The PMU shall be established within the IWUMD and shall be integrated with IWUMD structures. It shall be responsible for Project implementation, fiduciary management (including financial management, procurement and contracting, and legal compliance), work planning and budgeting, monitoring and evaluation, and progress reporting. The PMU shall be headed by a Project Director from the IWUMD appointed by MoALI. A Project Manager shall be recruited from the market through a competitive process, and shall coordinate daily operations. The PMU shall be staffed by: (i) relevant assigned officers from IWUMD, DRD, and other MoALI

departments as required; and (ii) a set of competitively recruited consultants on annual contracts (agribusiness/value chains; rural finance; community development and gender; financial management; accounting; procurement; Monitoring & Evaluation (M&E)).

11. The PMU shall be supported by a strong technical assistance team financed through the IFAD grant. The grant shall be executed by UNOPS on the basis of an Agreement with MoALI. UNOPS shall competitively recruit, subject to IFAD prior review, the technical assistance necessary to strengthen IWUMD and MoALI in relevant areas. It shall provide a medium-term Project Management Advisor (PMA) and specific short-term TA inputs.

12. Project financial management shall be administered by the existing Finance Unit of the IWUMD. The IWUMD shall assign a Finance Officer and accounts staff from its existing staff specifically for the Project, who shall work under the supervision of the Unit's Finance Director. For the purposes of the Project, the IWUMD's Finance Unit shall be supported by two consultants in the PMU, namely a Financial Management specialist and an Accountant. The PMU shall operate a computerized accounting system, acceptable to the Fund, for the purposes of the Project.

13. PIO. One PIO shall be established in each State (in Hpa-an and Taunggyi), mainstreamed within the state-level IWUMD. The PIO shall be responsible for coordinating implementation at state level and for monitoring and reporting on progress. The PIO shall be headed by a state Project Coordinator, to be assigned by IWUMD from its state-level staff. Daily operation of the PIO shall be the responsibility of a state Project Implementation Officer (agriculture specialist) recruited from the market through a competitive process. The PIO shall be staffed by: (i) assigned officers from relevant state MoALI departments and other relevant Ministries (such as MoNREC); and, (ii) a set of competitively recruited consultants on annual contracts (rural finance, community development and gender, accounting, and M&E).

14. The PIOs shall be supported by a strong technical assistance team to be financed through the IFAD grant. UNOPS shall competitively recruit, subject to IFAD prior review, the technical assistance necessary to strengthen state level IWUMD and MoALI in relevant areas. In each state, it shall provide a Project Implementation Advisor for the durations required, and specific short-term TA inputs.

15. State-level financial management shall be administered by the existing Finance Unit of state-level IWUMD. The state-level IWUMD shall assign a Finance Officer and accounts staff from its existing staff specifically for the Project, who shall work under the supervision of the Unit's Finance head. For the purposes of the Project, the IWUMD Finance Unit shall be supported by an Accountant (consultant) in the PIO.

## B. Implementation of Components

16. Sub-component 1.1: Land Development: The Participatory Land Use Planning (the "PLUP") and Free, Prior, Informed Consent (the "FPIC") activities, as defined in the PIM, shall be implemented by a service provider (such as an NGO) in each state, selected by the PMU on a competitive basis in consultation with the PIOs. Land development shall be implemented by state-level MoALI IWUMDs (which can sub-contract specific works if required). A qualified service provider with expertise in infrastructure shall be contracted to support design, assess construction norms, verify unit costs, supervise civil works and provide TA. Supervision shall be multi-

level, involving state-level IWUMDs, PIOs, farmers' groups, and the service provider(s).

17. Sub-component 1.2: Community Agroforestry. The activities under Sloping Agricultural Land Technology (the "SALT") will be implemented by the respective KCs where applicable, with support from a service provider. Investment in community facilities such as tubewells, solar powered pumps and drinking water networks shall be designed and implemented either by DRD or a contracted service provider.

18. Sub-component 2.1: Knowledge and Technology. KCs shall be constructed by local contractors selected on competitive basis by the PMU in consultation with the PIOs. Where feasible, community contracting using local labour shall be considered. KCs shall be supported by TA and competitively-selected service providers for capacity building of managers, operational support and brokering arrangements with public and private entities for services to farmers and agro-forestry households. Value chain analyses shall be carried out by contracted service providers such as consulting firms or NGOs.

19. Sub-component 2.2: Agribusiness Development and Financing. The Agribusiness Fund (the "ABF"), as defined in the PIM, shall be managed by the PMU with external support as required, and with NPSC oversight. Funding decisions shall be made by an independent ABF committee. Guarantee deposits in financial institutions will be managed by an audit firm selected by the PMU following due diligence. A Guarantee Committee shall review claims and approve pay-outs. Participating financial institutions shall be selected by the PMU. The process will include public announcement, expressions of interest, shortlisting, submission of proposals, due diligence and evaluation, and clearance by NPSC and IFAD. Savings and credit groups shall be developed by the Myanmar Microfinance Association (the "MMA"), which shall be supported by an international Microfinance Institution (the "MFI") on the basis of an Agreement with the PMU.

### C. The PIM

20. Preparation. The PMU shall prepare a draft PIM outlining the standard operating procedures for the implementation of the Project, including for financial management, accounting and procurement, in line with international best practices. Once prepared, the PIM shall be first approved by the relevant departments of MoALI, before being presented to the NPSC for approval and IFAD for concurrence. The PIM shall include a section on financial management and procurement, and shall detail procedures for the provision of matching grants.

21. Approval and Adoption. The Lead Project Agency shall forward the draft PIM to IFAD for its clearance. If the Fund does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed to have no objections. The Lead Project Agency shall adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund.

## Schedule 2

## Allocation Table

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds. (a) The Table below set forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant; the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category; and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant amount (expressed in SDR)	% of Eligible Expenditures to be Financed
I. Works	23 000 000		100%
II. Equipment and Materials	1 270 000		100%
III. Training	1 960 000		100%
IV. Consultancies	1 710 000	1 100 000	100%
V. Goods and inputs	760 000		100%
VI. Matching grants	3 300 000		100%
VII. Guarantee scheme	1 910 000		100%
VIII. Recurrent Costs	2 440 000		100%
IX. Unallocated	4 050 000		
<b>Total</b>	<b>40 400 000</b>	<b>1 100 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Equipment and Materials” under Category II of Table A, shall mean eligible expenditures incurred related to motor vehicles, motor cycles, equipment and materials including furniture and office equipment.

“Matching Grants” under Category VI of Table A, shall mean competitive grants to agribusinesses to set up processing facilities close to production areas, under the Agribusiness Fund.

“Guarantee Scheme” under Category VII of Table A shall mean a scheme set up to guarantee loans provided by financial institutions.

“Recurrent Costs” under Category VIII of Table A, shall mean eligible expenditures incurred related to recurrent operating and maintenance costs, remuneration of personnel except for salaries of government staff assigned to the Project, and allowances.

2. Retroactive Financing. As an exception to Section 4.08(a)(ii) of the General Conditions, specific eligible expenditures up to the equivalent of USD 150 000 incurred after the date of approval of the Project by IFAD Executive Board but before the entry into force of this agreement may be pre-financed by the Government and reimbursed from the Loan Account after the Financing Agreement has entered into force and the conditions precedent to withdrawal have been met. These specific eligible expenditures consist of (i) capacity building for PMU/PIO staff and target groups; and (ii) consultancy services.

3. Start-up Costs. The Project may request an advance withdrawal of up to USD 250 000 equivalent from the Loan Account to incur start-up expenditures before the conditions precedent to withdrawal are met. Eligible expenditures shall cover: (i) capacity building for PMU/PIO staff and target groups; (ii) consultancy services; (iii) remuneration of key PMU/PIO personnel; and (iv) any rental expenditures for the PMU and PIOs. Any unused balance of this advance shall be considered as part of the initial advance under the authorized allocation.

### Schedule 3

#### Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a) (xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from Loan Account and Grant Account, if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. The Borrower/Recipient shall ensure that the investments in land development and agro forestry are targeted to smallholders and poor forest households, who shall not be expropriated from their land or forest areas thereafter; and
2. The Borrower/Recipient shall ensure that the investments in agriculture and services will enable farmer self-determination in choice of cropping patterns; instructions on cropping and land classification shall be eliminated.

# Cadre logique

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A)/ Risks (R)
<b>Goal</b>			
Economic status of poor woman and men in the project area improved	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Severe and moderate child nutrition standards improved [baseline 2010: 5.9% and 29.7% severe and moderate - Kayin State - UNDP/IHLCS. Target MTR: 4% and 25% ] [baseline 2010: 17.3% and 45.8% severe and moderate - South Shan State - d° MTR Target: 15% and 40%]</li> <li>▪ HHS expenditures increased above the poverty line [baseline 2010: 31.2% - South Shan State and 17.5% - Kayin State - d° MTR Target: South Shan - 75% and Kayin- 75%]</li> <li>▪ Farmers' indebtedness reduced [baseline 2009: 33% of poor HHS across Myanmar as a proxy- UNDP/IHLCS MTR Target: 25%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ UNDP &amp; UNICEF</li> <li>▪ National Statistics</li> </ul>	(R) Ethnic conflicts resume
<b>Project Development Objective</b>			
Agriculture production and agri-businesses provide increased sustainable sources of income to 45,000 smallholders households and 17,000 landless households in an environmental sustainable manner	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Net annual income of farmers increased in real terms after 3 yrs by:               <ul style="list-style-type: none"> <li>- at least USD 500 in the irrigated lowland and by USD 500 in the uplands of Kayin State (Baseline: avg. annual income USD 280 and 240 respectively)</li> <li>- at least USD 700 in the irrigated lowland and USD 1,300 in uplands of Shan State (Baseline: avg. annual income USD 290 and 230 respectively)</li> <li>- at least USD 1000 in agro-forestry areas of Kayin (Baseline: USD 335)</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ RIMS impact survey</li> <li>▪ Focus groups discussions</li> <li>▪ Specific socio-economic studies</li> <li>▪ HHS surveys</li> <li>▪ Project MIS</li> </ul>	(A) Economic environment remains stable (A) Programme successes are replicated and scaled-up (A) Public sector governance is improved (A) Decentralization process is further implemented
<b>Component 1 - Strategic Investments</b>			
Outcome 1: Natural resources are more productively managed in an eco-friendly way and agro-forestry villages are less isolated	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ At least 45,000 farmers in low land, uplands and agro-forestry sites have continuous access to sufficient water all year round (Baseline: 15,000 farmers)</li> <li>▪ Land use intensity increased after 3 years (Baseline: 96% Target: 126% at MTR)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ GPS and satellite pictures</li> <li>▪ HHS surveys</li> <li>▪ Project MIS</li> <li>▪ Focus groups discussions</li> </ul>	
Output 1.1: Irrigated areas are expanded and served in a more efficient manner	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 11,200 acres in Kayin State have benefited from land development including construction of distributaries, watercourses, access roads, drainage canals, culverts and head regulators</li> <li>▪ 24,000 acres in Shan State have benefited from rehabilitation works on primary canals and distributaries, access road, land consolidation and hydraulic structures</li> <li>▪ 100% of farmers have land users' rights across the total 187,000 acres</li> <li>▪ 5,000 acres in irrigated through piped-conveyance network installed</li> <li>▪ 1 irrigation pumping station in Kayin State equipped with solar panels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ IWUMD/MD/MoAI records</li> <li>▪ PIC completion certificate</li> <li>▪ SLRD records</li> <li>▪ Service providers records</li> <li>▪ WUGs administrative and financial records</li> <li>▪ Focus groups discussions</li> <li>▪ Project MIS</li> <li>▪ NGO records</li> </ul>	(A) Availability of necessary equipment for land development

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A)/ Risks (R)
Output 1.2: Fertility of degraded mountain slopes is restored	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 350 Water Users' Groups registered</li> <li>▪ 20,000 acres in Shan State are rehabilitated as terraces through the SALT methodology</li> <li>▪ 5,400 km of contours are planted</li> <li>▪ Siltation of Inle Lake reduced by 20%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ MD/MoAI records</li> <li>▪ SLRD records</li> <li>▪ Focus groups discussions</li> <li>▪ Project MIS</li> </ul>	(A) Availability of necessary equipment for land development
Output 1.3: Water availability for domestic and productive use is improved	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 50 villages in northern Kayin State have benefited from improved water infrastructure</li> <li>▪ 20,000 incremental acres of uplands are under irrigation</li> <li>▪ Access to drinking water has been improved for 3,000 households</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Service providers records</li> <li>▪ IWUMD/MoAI records</li> <li>▪ HHs surveys</li> <li>▪ Focus groups discussions</li> <li>▪ Project MIS</li> </ul>	
<b>Component 2 - Enabling Investments</b>			
Outcome 2: Technological and financial environment for households, farmers and investors in post-harvest activities is more conducive	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Average yield increase/ha (per crop per site) (Baseline: Rice: 1ton/ac; vegetables: 3ton/ac; garlic: 2ton/ac )</li> <li>▪ At least 12,000 households benefit from incremental job opportunities created through VC development at completion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ KCs administrative records</li> <li>▪ MoAI records</li> <li>▪ HHs surveys</li> <li>▪ Baseline and impact surveys</li> <li>▪ SMEs records</li> </ul>	(A) Crop diversification is approved by GoM
Output 2.1: Farmers' knowledge and access to new technologies are enhanced	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 43 Knowledge Centres are functional and managed by MoAI seconded extension officers</li> <li>▪ At least one monthly meeting organized per KC with commodity chains stakeholders</li> <li>▪ At least 22,000 farmers have adopted more efficient agricultural practices (lower costs and higher productivity)</li> <li>▪ At least 1/3<sup>rd</sup> of farmers have adopted high value crops in irrigated land and uplands</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Contractors records</li> <li>▪ KCs administrative records</li> <li>▪ MoAI expenditure records</li> <li>▪ NGO records</li> <li>▪ Input suppliers records</li> <li>▪ Focus groups discussions</li> <li>▪ Project MIS</li> <li>▪ HHs surveys</li> </ul>	(A) KCs to become multi-purpose platforms used by all commodity chains stakeholders
Output 2.2: Farmers access lucrative direct or processing markets for their certified agricultural production	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ At least 1/3<sup>rd</sup> of ESAP-supported farmers regularly forward contracted by post-harvest companies (by crop/specie)</li> <li>▪ USD 15 million extended by commercial banks to contracted farmers per season</li> <li>▪ USD3 million committed as guarantee by the project to cover risk on loans extended by commercial banks for non-contracted farmers</li> <li>▪ USD15 million extended by commercial banks to SMEs</li> <li>▪ PAR with ESAP-supported farmers at 5% maximum</li> <li>▪ At least 30 expansion and 70 creation of agri-businesses financed through the Agri-Business Fund</li> <li>▪ 80% of agri-businesses financed still operational &amp; profitable after 3 yrs</li> <li>▪ At least 50 post-harvest units are created by farmers' groups and still operational after 3 years</li> <li>▪ At least 5 commodity chains certified benefitting 15,000 farmers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ SMEs records</li> <li>▪ HHs surveys</li> <li>▪ FIs records</li> <li>▪ Audit firm management and financial reports</li> <li>▪ PCU records</li> <li>▪ Focus groups discussions</li> <li>▪ Project MIS</li> <li>▪ Certification company records</li> <li>▪ DARs and AIs records</li> </ul>	(A) Farmers and agri-businesses agree to enter in contractual arrangements (R) Commercial banks pulling out from agriculture financing because of unfair competition from MADB (A) Investors and existing companies willing to operate from project area or its neighbourhood
Output 2.3: Financial inclusion is promoted in project-area villages	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 43 SGCs are implemented and functional and 70% are linked to MFIs</li> <li>▪ Women membership in SCGs is above 75% and more than 50% of SCGs have a woman as their bureau's president</li> <li>▪ Amount of savings mobilized USD 100,000</li> <li>▪ Financial literacy training has been provided to 4,300 women and youth</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ MMA records</li> <li>▪ International MFI records</li> <li>▪ MoC registers</li> <li>▪ SCGs books</li> <li>▪ MFIs &amp; SP records</li> </ul>	(A) Effective presence of MFIs in selected States